

Dobb, Maurice, *Économie du bien-être et économique socialiste*, Calmann-Lévy, Paris, 1971, 314 p.

André Vachet

Volume 5, Number 1, 1974

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/700423ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/700423ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Vachet, A. (1974). Review of [Dobb, Maurice, *Économie du bien-être et économique socialiste*, Calmann-Lévy, Paris, 1971, 314 p.] *Études internationales*, 5(1), 171–172. <https://doi.org/10.7202/700423ar>

groupes politiques ainsi définis par coupes horizontales d'une population, donnent une meilleure explication du fonctionnement de la démocratie que celui d'une division verticale en partis politiques, en sectes religieuses, ou en groupes ethniques.

L'introduction traite de l'emploi des données de Glasgow dans le cadre de cette étude comparée, tandis que l'appendice A donne tous les détails sur la fabrication, le déroulement et les résultats de l'enquête de Glasgow.

Les chapitres II, III, IV, V, VI comparent les données de l'enquête et les prédictions du modèle sur les thèmes suivants : l'appui apporté aux procédures démocratiques par les différentes strates politiques, la représentation des électeurs par les hommes politiques, les différentes sources d'information et les processus de communication tant internes que d'une strate politique à l'autre, les différents degrés d'accord politique dans chacune des strates, et enfin jusqu'à quel point les politiciens peuvent agir sans se référer aux autres strates politiques. En général, les prédictions du modèle et les données de l'enquête concordent, sauf en ce qui concerne la représentation où un modèle mixte de la représentation par les partis et de la représentation proportionnelle des différents éléments de la population est plus adéquat aux données de Glasgow.

La conclusion présente un modèle remanié de stratification politique qui tient compte de la division des partis politiques. En terminant, je tiens à souligner la qualité et la rigueur scientifique de cet ouvrage ainsi que l'excellent modèle d'analyse de nos systèmes politiques que les auteurs nous proposent.

Paul GAGNÉ

*Philosophie,*  
*Université du Québec à Trois-Rivières*

DOBB, Maurice, *Économie du bien-être et économie socialiste*, Calmann-Lévy, Paris, 1971, 314p.

Parmi les sciences humaines, l'économie politique est la première à être arrivée à maturité, maturité peut-être prématurée, et qui amorce un mauvais vieillissement. En effet, sa

formalisation avec l'aide des mathématiques lui a permis d'accéder à un haut degré d'abstraction et de rigueur logique; mais ce succès semble avoir comme prix la réduction de son objet, devenu lui-même formel, abstrait, tandis que l'utilisation systématique de modèles purement formels transforme la rigueur de ses propositions en un rigorisme et une rigidité qui font obstacle à la compréhension de l'ensemble concret des phénomènes à contenu économique qu'aux tentatives visant à les rendre opératoires. L'économie politique risque ainsi de devenir une science morte de la même façon que nous avons eu des langues mortes.

Dans le monde occidental, comme mouvement, seule l'école de Cambridge semble avoir systématiquement tenté et partiellement réussi à échapper à l'emprise contraignante de la science économique dominante tout en ne reniant pas la rigueur et un certain degré de formalisation nécessaires à la connaissance scientifique exacte.

L'ouvrage savant de Maurice Dobb, traduit ici en français, est un exemple de ces tentatives pour éviter le dépérissement de la science économique comme science de la réalité en reconnaissant que son objet est toujours marqué non seulement par la concrétude de l'espace-temps, mais aussi par les autres niveaux de la réalité sociale et humaine. Cet objet est concrètement relatif tandis que le modèle qu'on y applique tend à l'absolu formel (tout ou rien : p. 98-99).

Ainsi, comme l'explique l'auteur, la science économique s'est attachée à la définition, à la recherche et à la réalisation de l'optimum (absolu et formel). Or, en matière de bien-être, par exemple, la réalisation de l'optimum est sinon impossible, du moins imprévisible; et sa détermination, probablement moins importante que celle du meilleur relativement à l'état présent (« Il est souvent possible de déterminer ce qui est *meilleur* sans avoir défini auparavant ce qui serait idéal », p. 311). De même aussi l'optimum n'est peut-être pas unique, mais multiple et divers (p. 254), ce qui amène le problème des choix conflictuels et irréductibles sur le plan des modèles, mais réels et nécessaires aux niveaux des conduites concrètes. Ainsi, par exemple, l'évaluation du revenu national ne peut se faire sans tenir compte de la répartition

du revenu (p. 155) et celle-ci doit être appréciée en rapport avec l'ensemble des aspirations qui s'affrontent dans une société donnée. L'économie est ainsi ramenée à la valeur d'usage (p. 283). Autant dire que la maximisation concrète du bien-être ne peut être ni résolue ni assurée par la stricte science économique.

Ici s'introduit, d'ailleurs, pour l'auteur, le problème central de l'économie socialiste : remettre les choix et priorités économiques dans un ensemble qui n'est pas de nature économique et où s'affrontent des objectifs qualitativement différents. Ainsi « savoir ce qui, en pratique, limite le choix et la décision est souvent plus important que de posséder une formule d'optimisation dont la facilité est liée à l'absence de contraintes exercées sur les choix ». D'où la nécessité de « connaître la structure des processus de décisions et des réseaux de communication » (p. 313).

S'il en est vraiment ainsi l'économie politique doit accepter son inachèvement : plutôt que de s'isoler dans un magnifique, mais stérile isolement, elle doit demeurer ouverte sur les autres sciences de la société et de l'homme. C'est ce que propose l'ouvrage de Dobb dans ce qu'il présente de meilleur, c'est-à-dire l'essentiel.

Cependant, s'il faut être pleinement d'accord avec la démarche épistémologique et méthodologique du professeur Dobb, le contenu de son ouvrage ne va pas sans problème. Par exemple, la tentative de défendre une économie socialiste basée à la fois sur la non-optimalité et la rationalité de la planification (p. 17) laisse entier le problème de l'État socialiste et sa bureaucratisation, le compromis proposé entre l'économie planifiée et l'autonomie des exécutants, entre la « bureaucratisation non démocratique » et la liberté de travail et le libre marché de la consommation tient à un sentiment généreux (p. 168-169), mais, la pratique respecte rarement de tels équilibres instables. Ainsi cet ouvrage pose mais laisse sans solution un des problèmes majeurs des sociétés socialistes, celui de la fonction de l'État dans la réalisation du bien-être des individus, bien-être inséparable de leur autonomie réelle même à l'intérieur d'une économie qui doit être rationalisée ou planifiée pour devenir humaine. Mais si ce problème n'est pas résolu, il est posé et la

méthode pour le résoudre est peut-être présente, ce qui est déjà beaucoup...

André VACHET

*Science politique,*  
*Université d'Ottawa*

SAUVY, Alfred, *Croissance zéro?* Paris, Calmann-Lévy, 1973, 328p.

Alfred Sauvy se penche dans ce livre sur un vieux problème qui n'en est pas moins d'une actualité brûlante de nos jours. Il le fait en homme de science et, ce qui le distingue de plusieurs autres, en scientifique érudit. Celui qui, en 1958, avait écrit que « le temps du monde fini » commençait, poursuit dans la même ligne, sans pour autant – comme tant d'autres – prendre son ordinateur pour un oracle, ni considérer l'exponentielle comme la plus récente découverte scientifique. Il réalise admirablement les objectifs qu'il s'était fixés, c'est-à-dire « d'évaluer sur l'arête tranchante de la neutralité inquiète, sans céder ni à l'exquise attraction de l'apocalypse, ni au désir de tranquillité ou à la lassitude admirative devant l'immensité de l'insu » (p. 12).

L'auteur fait d'abord l'historique du problème, depuis Platon jusqu'à Mansholt. Il y souligne la même crainte fondamentale, les mêmes réflexes de défense, et la même peur qu'a propagés le Club de Rome. Selon lui, « la seule prévision sûre concernant l'an 2000 porte sur le sourire attendri ou la franche hilarité de ceux qui, à ce moment, reliront les prévisions établies trente ans plus tôt à leur endroit » (p. 307). Il faut savoir démythifier la « maudite exponentielle » (p. 79) : si l'on avait placé un sou, à la naissance du Christ, il ferait aujourd'hui une boule d'or plus grosse que la terre (p. 17); si, depuis François 1<sup>er</sup>, les prêtres s'étaient mariés, la France compterait aujourd'hui 60 millions d'habitants de plus (p. 26); si le taux de mortalité cessait de diminuer dans les PVD, leur population serait réduite de 340 millions d'habitants en l'an 2000 (p. 138), etc.

En ce qui concerne la croissance démographique, Alfred Sauvy rappelle que « la peur de créer la vie conduit à la peur de créer des